

**Les groupes en itinérance dévoilent
leur plateforme nationale à l'Assemblée**

Québec, le 2 novembre 2006. Les portes paroles du Réseau SOLIDARITÉ Itinérance du Québec (RSIQ) se sont rendus aujourd'hui à l'Assemblée nationale pour le lancement de leur plateforme « Pour une Politique en itinérance ». Nicolas Girard, élu péquiste dans Gouin et porte-parole de l'opposition officielle en matière d'emploi et de solidarité sociale recevait ce matin à l'Assemblée ce document des mains des représentants du RSIQ.

Cette plateforme énonce un ensemble de solutions concrètes permettant de réduire le phénomène de l'itinérance et d'améliorer les conditions de vie des **dizaines de milliers de Québécois et Québécoises en situation ou à risque d'itinérance**.

Elle est le fruit d'un travail collectif piloté par le regroupement et auquel plus de 300 personnes provenant d'une douzaine de régions du Québec ont contribué. Cette démarche est sans précédent au Québec et au Canada, d'autant qu'elle est intersectorielle. Droit à un revenu décent, droit au logement, droit à la santé, droit à l'éducation, droit d'occuper l'espace public, et action communautaire sont au centre des revendications du RSIQ.

Avec cette plateforme, les quelque 200 groupes québécois en itinérance et leur porte-parole, le RSIQ, interpellent tous les paliers de gouvernement - dont le Québec qui travaille actuellement sur un Cadre de référence en itinérance - afin qu'ils agissent de façon concrète dans le dossier, en amont comme en aval.

Les revendications des groupes concernent l'établissement d'une Politique qui comporterait tant des investissements supplémentaires dans le réseau communautaire d'aide et de solidarité en itinérance et en prévention que des programmes structurants de logement social ou de lutte contre la pauvreté et l'exclusion, ou des mesures pour réduire la judiciarisation des sans-abri.

Cette démarche de mobilisation politique s'inscrit dans la suite logique des Premiers États généraux de l'itinérance au Québec organisés par le RSIQ en mai 2005 ainsi que de la déclaration « Le Droit de cité » qui a recueilli près de 8 000 appuis, dont celui de nombreuses personnalités. Selon Nathalie Rech, coordonnatrice du RSIQ, « **il est urgent d'agir collectivement pour rendre leurs droits et leur pleine citoyenneté aux personnes qui chaque année sont plus nombreuses au Québec à vivre la pire forme d'exclusion sociale.** »

L'opposition officielle souhaite saisir la Commission des affaires sociales d'un mandat d'initiative sur les problématiques liées à l'itinérance, ce qui permettrait aux groupes de faire valoir leurs revendications.

- 30 -

Source : Réseau SOLIDARITÉ Itinérance du Québec

Pour informations :

Nathalie Rech, coordonnatrice

bureau : (514) 528-6466

cellulaire : (514) 207-7209

Marie-Claude Vézina, vice-présidente

bureau : (819) 821-2311

Paget : (819) 348-7446

Le document est disponible au : www.rapsim.org (section RSIQ, page Plateforme)